



## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE maintient le statu quo monétaire

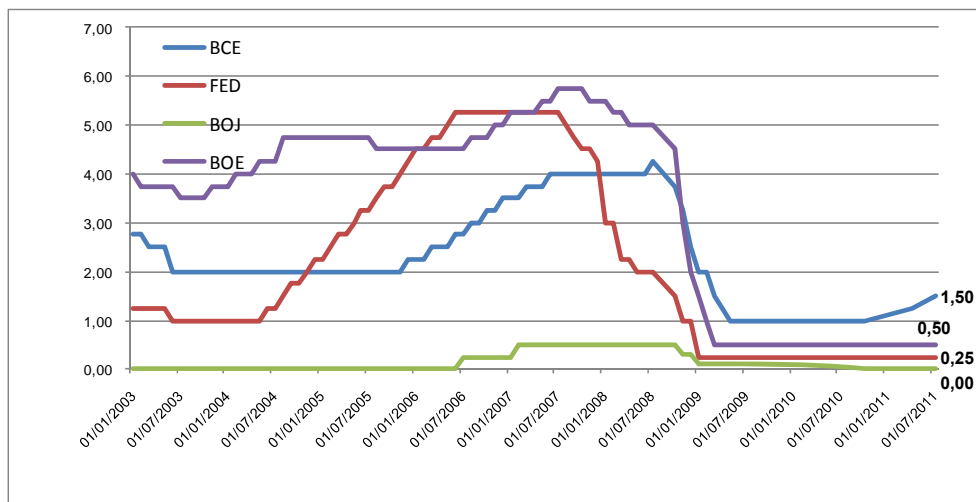
Le 6 octobre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que « le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés à respectivement 1,50 %, 2,25 % et 0,75 % ».

Le Président de la BCE observe que « l'incertitude entourant les perspectives économiques reste particulièrement élevée et les risques à la baisse s'intensifient ».

Le Président de la BCE a annoncé que le Conseil des gouverneurs a décidé d'effectuer deux opérations de refinancement à plus long terme en octobre et en décembre 2011, d'une durée respective de 12 mois et de 13 mois, et de lancer un nouveau Programme d'achats d'obligations sécurisées d'un montant de 40 milliards d'euros de novembre 2011 à octobre 2012.

#### La Fed annonce des mesures d'assouplissement monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 21 septembre 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a annoncé des mesures d'assouplissement monétaire supplémentaires afin de faire baisser les taux d'intérêt à long terme. La Fed va échanger, d'ici à fin juin 2012, 400 milliards de dollars de bons du Trésor d'une maturité restante de moins de trois ans contre un montant équivalent d'obligations d'Etat d'une maturité de 6 ans à 30 ans. Dans son communiqué, la Fed observe que le ralentissement de l'activité économique se poursuit.



### Chômage

#### Légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 754 500 fin août 2011, soit une baisse de 0,1 % sur un mois en données CVS-CJO (- 2000 personnes). Sur un an, il croît de 2,3 % (+ 0,2 % pour les hommes et + 4,7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 13,5 %.

#### Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10 % en août 2011, stable par rapport à juillet. Il était de 10,2 % en août 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,5 % en août 2011. Il était de 9,6 % en août 2010.

## Inflation

### Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France a augmenté de 0,5 % sur un mois en août 2011 ; sur un an, il croît de 2,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,2 % en glissement annuel.

### Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 3 % en septembre 2011. Il était de 2,5 % en août.

## Asie/Pacifique

### La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 7 octobre 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En août 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 0,8 % par rapport à juillet. Les prix à la consommation hors alimentation ont augmenté de 0,2 % en août sur un an en raison de la hausse des prix des produits pétroliers. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 4,1 % en août en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 4,3 % contre 4,7 % en juillet. En août 2011, les exportations ont augmenté de 0,3 % sur un mois, pénalisés par le renchérissement du yen et le ralentissement de l'économie mondiale. Les importations, pour leur part, progressent de 2,7 %. Le déficit commercial s'élève à 2,8 milliards d'euros.

### Révision à la baisse du taux de croissance du PIB pour 2011

Dans son dernier rapport, l'Académie chinoise des sciences sociales (ACSS) a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB chinois pour l'année 2011 à 9,4 % contre un taux initial de 9,6 %. L'indice des prix à la consommation devrait s'établir à 5,5 % en 2011 et reculer à 4,6 % en 2012. Pour 2012, l'ACSS prévoit un taux de croissance du PIB de 9,2 %.

## Actualité bancaire

### Financement des TPE et des PME

Une réunion de travail sur le financement des TPE et des PME s'est tenue à Bercy le 20 septembre 2011 avec les représentants des banques, de la Banque de France et de la médiation du crédit aux entreprises. Frédéric Lefebvre, Secrétaire d'Etat chargé des PME, a demandé aux représentants des banques de faire du financement des TPE et des PME une priorité majeure de leur politique et de se mobiliser pour atteindre l'engagement pris d'un délai de traitement de 15 jours maximum ainsi que le développement de solutions de financement de la trésorerie.

La Banque de France lors de cette réunion a présenté un nouvel indicateur sur le financement des TPE, élaboré avec le concours des banques et qui sera désormais publié trimestriellement. Cet indicateur montre que le crédit aux TPE représente 64 % des crédits aux PME.

Gérard Rameix, président de l'Observatoire du financement des entreprises, a remis le rapport sur le financement des TPE commandé par les ministres. Ce rapport met en évidence les lacunes de l'information statistique disponible sur ce sujet et constate que la situation financière des TPE s'est globalement améliorée depuis 2009 mais reste variable selon les entreprises dont beaucoup restent très dépendantes du crédit bancaire.

Les documents sont disponibles en téléchargement sur :

1 - <http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/2011-06-stat-info-financement-des-pme-france-trimestriel.pdf>

2 - <http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-de-Gerard-RAMEIX-sur-l-acces-au-financement-des-TPE-a-Messieurs-Francois-BAROIN-et-Frederic-LEFEBVRE>

### Code monétaire et financier

L'ordonnance n° 2011-1243 du 6 octobre 2011 a été publiée au Journal Officiel de la République du 7 octobre 2011. Elle porte extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna de l'ordonnance n° 2011-398 du 14 avril 2011. Celle-ci transpose les directives européennes relatives aux systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et aux contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées.

### Plan d'épargne-logement

Les trois textes rendant applicables la réforme du Plan d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ont été publiés au Journal Officiel de la République du 9 octobre 2011 :

- le décret n° 2011-1255 du 7 octobre 2011 relatif aux comptes et plans d'épargne-logement ;
- l'arrêté du 7 octobre relatif au taux de rémunération et au taux plancher des plans d'épargne-logement ;
- l'arrêté du 7 octobre 2011 relatif à la prime du régime des plans d'épargne-logement et au taux d'intérêt des dépôts des plans d'épargne-logement.

## Publications

Banque de France

- *Synthèse du colloque international sur la microfinance*, Paul Loridant, Observatoire de la microfinance, Béatrice Raoul-Texier, Direction de la surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière, Luc Jacolin, et Julien Moulouquet, Direction des Etudes et des Relations extérieures ;
- *Le traitement des billets : l'évolution de la réglementation et du recyclage par le secteur privé en France*, Martine Bodilis, Michel Brondel, Direction des Activités financières.

Ces deux études sont disponibles en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/revues/Bulletin-de-la-Banque-de-France/telechar/2011/Bulletin-de-la-Banque-de-France-185.pdf>

- *Référentiel de financement des entreprises*

Ce document est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/services/referentiel-des-financements-des-entreprises/referentiel-des-financements-des-entreprises.htm>

## 2 – Actualité régionale

---

### Pénurie d'eau à Tuvalu et Tokelau

Tokelau, 1 400 habitants et Tuvalu, 10 000 habitants, connaissent une grave sécheresse suite à l'absence de précipitations depuis plus de 5 mois. Cette situation s'est encore détériorée au début du mois d'octobre, les réserves d'eau des populations ayant atteint des seuils critiques. L'état d'urgence a été décrété pour ces 2 Territoires, qui bénéficient désormais de l'aide des gouvernements néo-zélandais et américains : des livraisons régulières depuis la Nouvelle-Zélande ou les Samoa américaines permettent de faire face aux besoins immédiats de la population en eau potable. D'importants moyens humains et matériels (dessalinisateurs) ont aussi été déployés par la Croix-Rouge.

La situation des ces 2 Territoires est aujourd'hui jugée comme critique, avec une dégradation observée de l'état sanitaire des populations liée au manque d'eau.

### Elaboration d'une première politique de développement industriel au Vanuatu

Avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Vanuatu vient de finaliser sa toute première politique industrielle nationale, fruit d'une concertation entre le gouvernement et les représentants du secteur privé. Cette politique servira de guide pour la planification des investissements dans le domaine industriel.

En renforçant son secteur industriel, le Vanuatu compte proposer à l'exportation des produits à plus forte valeur ajoutée et améliorer ainsi sa balance commerciale et sa balance des paiements. La part actuelle du secteur industriel dans la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) vanuatais est de 10 %, contre 75 % pour les services.

## 3 – Brèves locales

---

### Session extraordinaire de l'Assemblée territoriale

La session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale s'est ouverte le 4 octobre 2011, pour une durée 4 jours, avec 15 dossiers soumis à délibération.

Les principaux dossiers traités par les élus ont notamment visé à créer une caisse unique regroupant la caisse de retraite (CLR) et celle des prestations familiales (CCPF), à adopter un nouveau code de la route, à valider le principe de révision de la convention de la desserte aérienne inter-îles, à arrêter la participation financière du Territoire pour les mini-jeux de 2013, et à définir les orientations du contrat de développement 2012-2016 pour lequel la participation financière de l'Etat devrait s'élever à près de 5 milliards de F CFP.

### Manifestations contre « la vie chère »

En marge de la session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale, deux manifestations ont eu lieu dans l'objectif de dénoncer le coût de la vie sur les îles Wallis-et-Futuna, et en particulier le coût de l'électricité.

Les élus, convoqués pour une séance de travail sur ce dossier, ont examiné les solutions possibles à court terme afin de réduire le coût du kilowatt et l'impact de la facture d'électricité sur le budget des ménages. Ils ne se prononceront qu'après avoir pris connaissance des résultats de l'audit technique et financier de EEFW, attendus pour la mi-octobre.

### Bilan des aides accordées pour le passage à la TNT

Dans le cadre du passage à la télévision numérique, les ménages peuvent bénéficier d'une aide financière pour la mise à niveau de leurs équipements de réception. Cette aide, dont le montant est calculé en fonction des ressources et de la composition du foyer, est comprise entre 4 410 F CFP et 22 700 F CFP.

A ce jour, 286 dossiers représentant un montant global de 4,9 millions de F CFP ont été déposés au Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques, centre de gestion du dispositif.

## Déplacement de Nicolas de Sèze, Directeur général de l'IEOM, à Wallis-et-Futuna

Nicolas de SEZE, nouveau Directeur général de l'IEOM, a effectué une 1<sup>ère</sup> visite à Wallis-et-Futuna du mercredi 28 septembre au samedi 1er octobre 2011. Au cours de ce déplacement, le Directeur Général a participé à une séance de travail avec les principaux acteurs économiques de la place. Des entretiens ont eu lieu avec le Préfet, le Président de l'Assemblée Territoriale ainsi qu'avec le Payeur. Un moment a également été réservé à des visites de terrain avec des entreprises de la place du secteur productif.

Ce déplacement aura aussi été marqué par une rencontre avec l'autorité coutumière de l'île de Wallis, le « lavelua » Kapeliele FAUPALA.

## Echange de vos billets en francs français contre des francs pacifique.

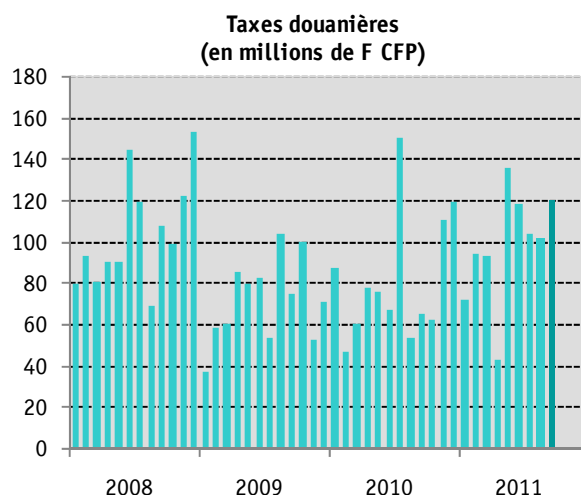
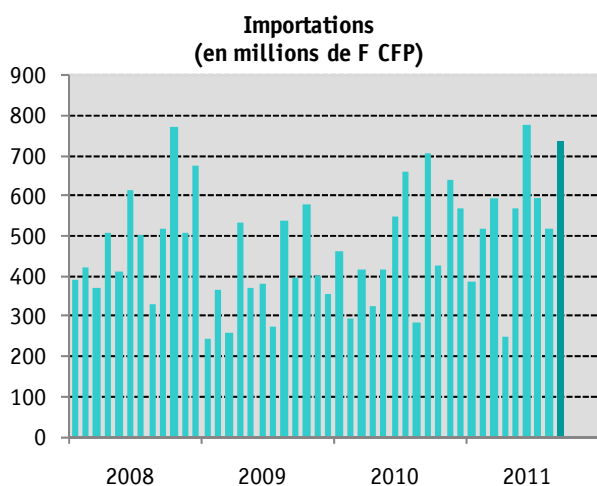
Jusqu'au 17 février 2012, les cinq billets 500 F Pierre et Marie Curie, 200 F Gustave Eiffel, 100 F Cézanne, 50 F Saint-Exupéry et 20 F Debussy émis par la Banque de France peuvent être échangés contre des francs pacifique auprès des agences de l'IEOM. Après cette date, plus aucun billet en franc français ne sera échangeable.

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>		2e trim-11	107,14	-	3,6%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>		avr-10	82 206	-	3,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>		déc-10	1 988	-	-0,5%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	sept-11	734	41,9%	4,3%
	cumulées	sept-11	4 942	-	18,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-11	120	17,2%	82,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	sept-11	882	-	28,9%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	sept-11	310	-	6,4%

<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Energie</b>					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		2e trim-11	5 131	-	1,9%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	622	-7,4%	-4,8%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	156	-10,9%	-2,6%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-11	2 454	-7,8%	-4,5%
	cumulé	sept-11	21 391	-	0,8%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-11	1 200	-9,6%	-21,4%
	cumulé	sept-11	10 176	-	6,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-11	3	0,0%	0,0%
	cumulées	sept-11	41	-	7,9%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	sept-11	9	-25,0%	-10,0%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

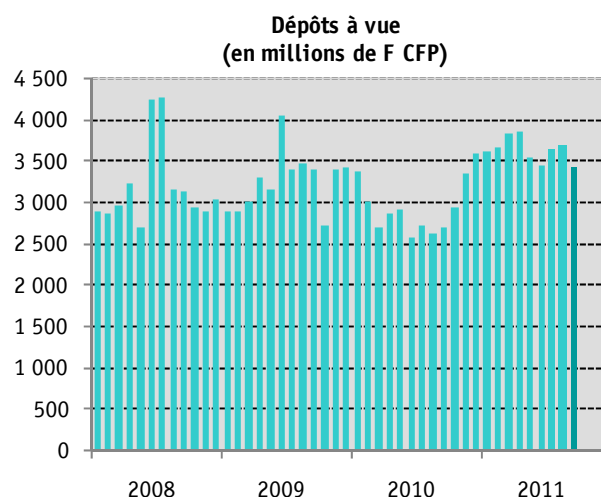
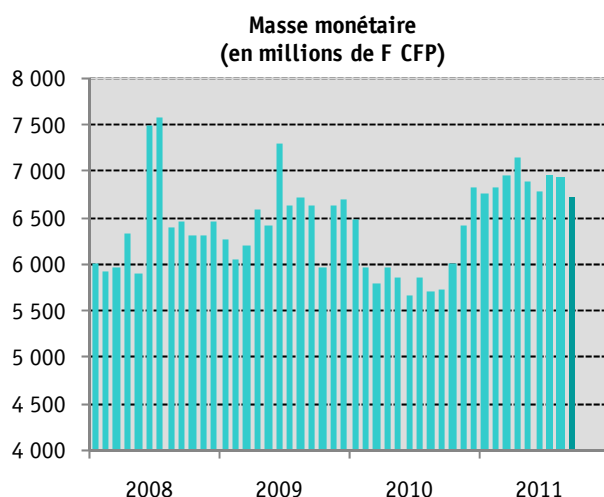


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Forte progression annuelle de la masse monétaire sous l'effet de la hausse des dépôts à vue

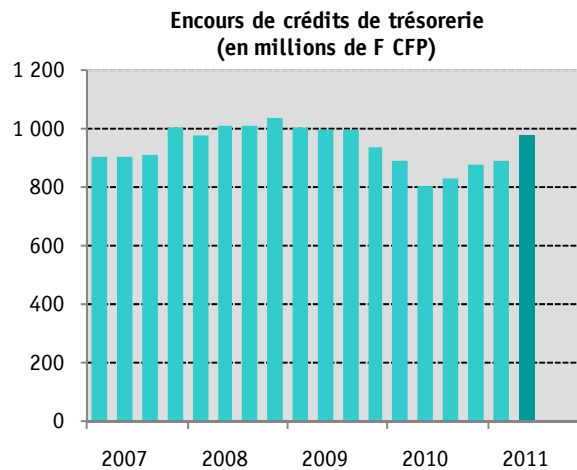
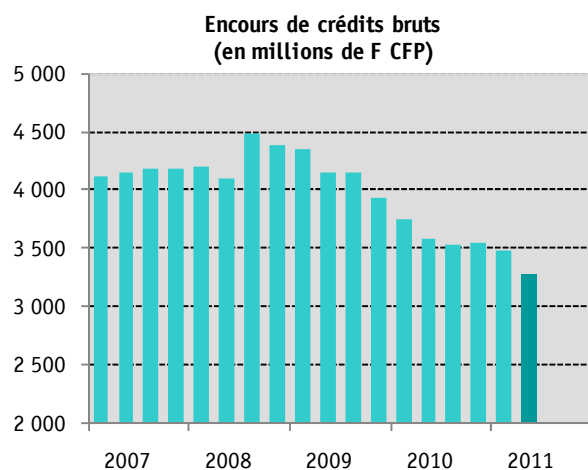
en millions de F CFP	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	1 975	2 056	2 103	2,3%	6,5%
Dépôts à vue	2 689	3 682	3 419	-7,1%	27,2%
<b>Total M1</b>	<b>4 663</b>	<b>5 738</b>	<b>5 522</b>	<b>-3,8%</b>	<b>18,4%</b>
M2-M1	543	575	569	-1,1%	4,8%
<b>Total M3</b>	<b>5 712</b>	<b>6 951</b>	<b>6 935</b>	<b>-0,2%</b>	<b>21,4%</b>



### Concours de caractère bancaire

Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés, à l'exception des crédits de trésorerie

en millions de F CFP	juin-09	juin-10	juin-11	▲/an
Crédits de trésorerie	994	801	978	22,0%
Crédits à l'équipement	1 558	1 352	1 136	-15,9%
Crédits à l'habitat	565	419	353	-15,7%
Autres crédits	315	243	219	-10,0%
Sous total	3 432	2 814	2 685	-4,6%
Créances douteuses brutes	718	769	586	-23,8%
<b>Total</b>	<b>4 150</b>	<b>3 583</b>	<b>3 271</b>	<b>-8,7%</b>



## Compensation

Stabilité des opérations de compensation en valeur sur l'année

	sept-10	août-11	sept-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 896	4 376	4 289	36 277	-2,0%	10,1%
Compensation (en millions de CFP)	418	788	421	4 295	-46,6%	0,8%



## Incidents bancaires

Forte hausse annuelle des incidents de paiement par chèque

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	56	166	206	970	24,1%	267,9%
Retraits de cartes bancaires	0	0	1	9	0,0%	-

## Interdits bancaires

Nouvelle progression sur le mois du nombre de personnes en situation d'interdiction bancaire

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>450</b>	<b>415</b>	<b>429</b>	<b>3,4%</b>	<b>-4,7%</b>
- dont personnes physiques	438	406	421	3,7%	-3,9%
- dont personnes morales	12	9	8	-11,1%	-33,3%

## Cotation

Stabilité du nombre de cotes éligibles sur le mois

en nombre	août-10	juil-11	août-11	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>40</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>0,0%</b>	<b>-22,5%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	12	12	0,0%	-14,3%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	▲/an
<b><u>Indicateurs économiques</u></b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	2 <sup>e</sup> trim	103,47	107,14	3,5%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	septembre	475	512	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	septembre	12	8	-33,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	septembre	578	755	30,5%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	septembre	79	113	43,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	septembre	39	65	66,7%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	déc-10	1 997	1 988	-0,5%
dont secteur privé	déc-10	788	800	1,5%
dont secteur public	déc-10	1 209	1 188	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> avril 2010	486	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	septembre	438	421	-3,9%
décision retrait cartes bancaires	septembre	0	1	-
incidents paiements sur chèques	septembre	56	206	267,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	septembre	1 306	1 332	2,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	septembre	495	696	40,6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	septembre	155	209	34,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	septembre	38	62	-38,7%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	septembre	4 107	4 942	20,3%
exportations	septembre	0	15	ns
recettes douanières	septembre	984	1 203	22,2%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	septembre	685	882	28,9%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	septembre	292	310	6,4%
<b><u>Indicateurs financiers</u></b>				
<b>La masse monétaire</b>				
Dépôts à vue	septembre	2 689	3 419	27,2%
M1	septembre	4 663	5 522	18,4%
M2	septembre	5 206	6 091	17,0%
Dépôts à terme	septembre	516	628	21,6%
<b>M3</b>	septembre	<b>5 722</b>	<b>6 719</b>	<b>17,4%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
Ménages	juin	1 242	1 272	2,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	823	919	11,6%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	419	353	-15,7%
Entreprises	juin	1 132	1 033	-8,7%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	67	146	120,2%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	1 011	847	-16,2%
<i>dont crédits à la construction</i>	juin	-	-	-
Collectivités locales	juin	341	289	-15,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	100	92	-7,9%
créances douteuses brutes	juin	769	586	-23,8%
taux de créances douteuses	juin	21,5%	17,9%	- 3,5 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	juin	2 909	2 882	-0,9%
Sociétés	juin	1 292	1 368	5,9%
Autres agents	juin	3 895	4 408	13,2%
dont assurances-vie	juin	863	930	7,7%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 7- Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,50%	13/07/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%  5,75% à 6,20% (Taux SGFGAS à partir du 01/09/2011)
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	13/07/2011	2,25%	
taux de l'escompte de chèques	13/07/2011	2,25%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois					
	30/09/2011	31/08/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	1,4630%	0,9550%	+ 0,508 pt	0,8170%	+ 0,646 pt
EURIBOR 1 mois	1,3560%	1,3510%	+ 0,005 pt	0,7820%	+ 0,574 pt
EURIBOR 3 mois	1,5540%	1,5420%	+ 0,012 pt	1,0060%	+ 0,548 pt
EURIBOR 6 mois	1,7530%	1,7490%	+ 0,004 pt	1,2270%	+ 0,526 pt
EURIBOR 12 mois	2,0840%	2,0090%	+ 0,075 pt	1,5070%	+ 0,577 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle					
	30/09/2011	31/08/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	0,9963%	0,8972%	+ 0,099 pt	0,4902%	+ 0,973 pt
EURIBOR 1 mois	1,3470%	1,3710%	- 0,024 pt	0,8110%	+ 0,536 pt
EURIBOR 3 mois	1,5360%	1,5500%	- 0,014 pt	1,0220%	+ 0,514 pt
EURIBOR 6 mois	1,7360%	1,7510%	- 0,015 pt	1,2510%	+ 0,485 pt
EURIBOR 12 mois	2,0670%	2,0930%	- 0,026 pt	1,5260%	+ 0,541 pt
TMO	2,9100%	3,2000%	- 0,290 pt	3,5900%	- 0,680 pt
TME	2,7100%	3,0000%	- 0,290 pt	3,3900%	- 0,680 pt
TRBOSP	2,9300%	3,1100%	- 0,180 pt	3,6500%	- 0,720 pt

taux de base bancaire		
	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,90%	

taux d'intérêt légal	
	JORF
année 2011	0,38%
année 2010	0,65%

**Définitions**  
 EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)  
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/09/2011	31/08/2011	31/12/2010	30/09/2011	31/08/2011	31/12/2010	30/09/2011	31/08/2011	31/12/2010
taux JJ	0,180%	0,110%	0,230%	0,070%	0,070%	0,080%	0,485%	0,625%	0,490%
3 mois	0,945%	0,420%	0,476%	0,795%	0,880%	0,110%	1,190%	1,420%	0,820%
10 ans emprunts phares	1,940%	2,220%	3,310%	1,040%	1,050%	1,120%	2,430%	2,580%	3,400%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2011)			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF	16,62%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,10%
<b>Prêts immobiliers</b>		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Prêts à taux variable	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts-relais	6,28%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
<b>Autres crédits aux particuliers</b>		Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,03%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	12,76%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	18,16%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
	1 USD/XPF	88,3742	1 NZD/XPF	67,5718	1 HKD/XPF	11,3419	1 GBP/XPF	137,6852	
Dernier cours fin de mois	1 AUD/XPF	86,0111	1 SGD/XPF	67,8445	100 VUV/XPF	92,6097	1 FJD/XPF	49,2333	
100 JPY/XPF									